

Questions orales

ment, car elles tireront du secteur privé plus de fonds que le gouvernement fédéral ne pourrait en fournir aux frais du contribuable.

M. Woolliams: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Une chose est certaine, le programme ne pêche pas par manque de verbosité. A mon sens, le ministre a fort bien répondu lorsqu'il a affirmé qu'il s'agissait d'un discours déjà passé remontant au budget; il n'y a donc rien de neuf. Avec sa permission, je présenterai les choses de façon directe, peut-être pourra-t-il alors me répondre brièvement. Le ministre voudrait-il expliquer à la Chambre en quoi consistent exactement les mesures proposées, en dehors du fait qu'elles constituent simplement une augmentation de la subvention, en fait insignifiante, puisqu'elle ne rattrape pas le coût élevé du logement?

M. Danson: Brièvement monsieur l'Orateur, oui.

QUINPOOL PROJECT, HALIFAX—L'IMPLICATION POSSIBLE DE LA SCHL DANS L'ACHAT DU TERRAIN—LA QUESTION DE LA DENSITÉ DU LOGEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai aussi une question à poser au ministre d'État chargé du logement à propos de terrain. Le ministre nous dirait-il si la SCHL négocie actuellement l'achat d'un terrain connu sous le nom de Quinpool Project, à Halifax?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, si la SCHL négocie l'achat d'un terrain, je pense que le mieux est de la laisser agir le plus discrètement possible

M. Broadbent: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Dans les circonstances, je pense que le contraire vaudrait mieux. Comme la Quinpool Plaza Limited aurait, paraît-il, payé environ 4 millions de dollars pour le terrain de 15 acres connu sous le nom de Quinpool Project, il y a seulement quatre mois, et demande maintenant plus de 8 millions à la SCHL ou à la ville de Halifax, le ministre nous assurerait-il qu'on refusera de payer ce prix exorbitant pour empêcher le mercantilisme, mais surtout pour éviter de devoir construire sur ce terrain des immeubles de logement à forte densité et à loyer élevé, tout à fait impropres à ce quartier?

M. Danson: Eh bien, monsieur l'Orateur, sans entrer dans les détails, je ne crois pas pouvoir donner cette assurance, sauf pour dire que lorsqu'elle achète des terrains, la SCHL s'assure qu'elle ne paie pas un prix supérieur à celui du marché dans la même localité. Toutefois, en ce qui concerne le reste de la question, je devrai l'examiner plus en détail.

M. l'Orateur: Le député d'Oshawa-Whitby posera une dernière question supplémentaire.

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, pendant qu'il examinera cette question, le ministre peut-il assurer à la Chambre, étant donné ses déclarations précédentes sur l'importance d'un urbanisme judicieux, que ce projet, lorsqu'il sera mis en œuvre, s'il l'est, ne produira pas des logements à forte densité et à loyer élevé, mais cadrera avec les

[M. Danson.]

logements à densité moyenne qu'on trouve dans ce quartier de Halifax?

M. Danson: Monsieur l'Orateur, j'ai certes l'intention, et la SCHL aussi, je le sais, d'avoir soin que les logements que nous construisons ne soient pas des logements à loyer élevé. Dans certains cas, il est effectivement souhaitable de construire des logements à forte densité. Cela dépend du milieu et du but visé. J'aimerais vérifier ce qu'il en est dans ce cas-ci.

CARLSBAD SPRINGS—L'ORDRE DE PRIORITÉ DU GOUVERNEMENT POUR LE PROJET D'URBANISATION

M. Ian Watson (Laprairie): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Comme le ministre de l'Habitation de l'Ontario a déclaré hier que le gouvernement de cette province appuie, avec le Conseil régional d'Ottawa-Carleton, l'attaque des constructeurs privés et des spéculateurs fonciers contre le projet d'urbanisation de Carlsbad Springs, au sud-est, où les personnes de la région d'Ottawa pourraient acheter les maisons à \$5,000 ou \$10,000 de moins que le prix actuel, le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que le gouvernement fédéral continuera de donner à cet aménagement urbain la plus grande priorité?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, le gouvernement et la Commission de la capitale nationale accordent sans aucun doute une très grande priorité à la ville de Carlsbad Springs au sud-est. Nous devons naturellement nous mettre d'accord avec nos homologues provinciaux et la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et nous nous y employons; c'est pour moi une très grande priorité.

* * *

[Français]

LES FINANCES

ON SUGGÈRE QUE TOUTES LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES QUI ACCEPTENT DES DÉPÔTS SOIENT ASSUJETTIES AUX MÊMES RÈGLEMENTS RELATIFS AUX RÉSERVES

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances. A la suite d'une récente déclaration du gouverneur de la Banque du Canada, qui recommandait que toutes les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts devraient être soumises aux mêmes conditions de réserves que les banques, le ministre a-t-il l'intention de mettre cette recommandation en pratique, de façon que les institutions financières canadiennes acceptant des dépôts aient les mêmes pouvoirs et les mêmes réserves, aux termes de la loi, que les banques possèdent actuellement?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, c'est là un des sujets que l'on devra considérer quand la loi sur les banques sera étudiée à la Chambre, à l'occasion de la révision décennale.

[Traduction]

M. l'Orateur: Le député de Red Deer.

Des voix: Bravo!